

# CAHIERS DE L'ACTION CULTURELLE

**Animer les territoires: l'action culturelle en régions au Québec**



**Laboratoire d'animation et recherche culturelles (LARC)**  
**Université du Québec à Montréal (UQAM)**  
**Volume 6, numéro 1, septembre 2007**

*Équipe éditoriale:*  
*Sara Amélie Bellavance et Jean-Marie Lafortune*

En page couverture:  
Montage infographique de Sara Amélie Bellavance

Nous tenons à remercier:

- Les Journées de la Culture
- La Faculté de communication
- Le Service aux collectivités de l'UQAM
- L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale

Vous trouverez la version électronique des Cahiers de l'action culturelle sur le site internet du programme d'Animation et recherche culturelles: <http://www.unites.uqam.ca/arc/index.html>

## Table des matières

**INTRODUCTION** \_\_\_\_\_ **4**

Animer les territoires: l'action culturelle en régions au Québec  
Par Jean-Marie LAFORTUNE et Sara Amélie BELLAVANCE

**ARTICLES** \_\_\_\_\_ **11**

Historique et réalisations du Wapikoni mobile en bref  
Par Manon BARBEAU

Regard critique sur les arts visuels en régions: démocratisés?  
Par Emmanuelle SIROIS

**TEXTES DE RÉFÉRENCE** \_\_\_\_\_ **15**

RICARD, Brigitte et Rosaire GARON (2005), *Les équipements culturels et la pratique culturelle dans la ville québécoise*. Loisir et Société vol. 27, no 2. Sainte-Foy: PUQ, pp 327-352.

ROBITAILLE, Martin (2006), *La transformation des métiers du développement territorial au Québec*. Recherches sociographiques vol. XLVII, no 3. Sainte-Foy: PUL, pp 573-595.  
Disponible sur Érudit : <http://www.erudit.org/revue/rs/2006/v47/n3/014659ar.pdf>

PROULX, Marc-Urbain (2006), *La mouvance contemporaine des territoires: la logique spatiale de l'économie au Québec*. Recherches sociographiques vol. XLVII, no 3. Sainte-Foy: PUL, pp 475-502.  
Disponible sur Érudit : <http://www.erudit.org/revue/rs/2006/v47/n3/014655ar.pdf>

AUCLAIR, Élisabeth (2003), «Le développement culturel comme outil de promotion d'une identité territoriale», dans GAVARI-BARBAS, Maria et Philippe VIOLIER, sous la direction de, *Lieux de culture, culture des lieux*. Rennes: PUR, pp 95-101.

MORRISET, Lucie (1998), «Les cités régionales, assises du tourisme et constituantes de l'identité culturelle», dans DAIGLE, Pascale et Brigitte MAHEU, coordination des travaux, *Culture et tourisme en ville: une affaire de créativité*. Québec: MCC, pp 106-110.  
Disponible au lien suivant : [http://www.tourisme-montreal.org/Download/ct1\\_7.pdf](http://www.tourisme-montreal.org/Download/ct1_7.pdf)

DE LA DURANTAYE, Michel (2001), «La communauté locale», dans Association québécoise du loisir municipal/Laboratoire en loisir et vie communautaire, *Le loisir public au Québec: une vision moderne*. Sainte-Foy: PUQ, pp 75-82.

CHERUBINI, Bernard (1998), «Localisme, territoires et dynamiques identitaires», dans TURGEON, Laurier et Marc ANGENOT, sous la direction de, *Les entre-lieux de la culture*. Sainte-Foy: PUL, pp 57-81.

## **ANIMER LES TERRITOIRES : L'ACTION CULTURELLE EN RÉGIONS AU QUÉBEC**

*Par Jean-Marie LAFORTUNE  
et Sara Amélie BELLAVANCE<sup>1</sup>*

La moitié de la population québécoise vit aujourd'hui dans l'une des neuf agglomérations de 100 000 habitants et plus, qui en plus d'accueillir les principales institutions éducatives et culturelles sont le théâtre des grandes manifestations artistiques. Hors de ces agglomérations, l'autre moitié de la population occupe une diversité de territoires au sein desquels l'action culturelle prend plus nettement un caractère patrimonial. Chacun possède sa dynamique culturelle propre, qui repose sur un réseau plus ou moins étendu d'équipements. Chaque territoire développe les arts, les savoirs et la convivialité en fonction de sa géographie, de son cadre bâti, de son économie et de ses traditions populaires.

L'animation culturelle doit pouvoir s'ajuster aux variations territoriales des pratiques culturelles et des modes de vie. L'enracinement des animateurs, fondé sur une meilleure connaissance et une expérience du terrain, favorise la mise en œuvre de programmes d'activités susceptibles de satisfaire les aspirations des individus tout en revalorisant l'identité culturelle locale ou régionale.

L'analyse des rapports entre la culture, les territoires et l'action porte également sur l'originalité que manifeste l'animation culturelle devant les différentes situations territoriales tant en matière de stratégies d'intervention que d'insertion professionnelle.

Les étudiants inscrits au baccalauréat en ARC de l'UQAM sont conviés à participer à un forum-causerie sur le thème de l'action culturelle en régions au Québec autour des questions suivantes:

- Comment les spécificités des territoires influencent-elles les stratégies d'action culturelle?
- Comment les expériences d'animation culturelle qui ont cours dans les divers territoires peuvent-elles contribuer au renouvellement des pratiques?

Le témoignage d'acteurs ancrés dans différentes régions ainsi que dans des territoires autochtones permettra de mieux saisir les défis que rencontre l'animation culturelle hors des grands centres urbains et de partager certaines innovations reliées à sa pratique dans un contexte régional.

### **1/ Des enjeux de taille**

De nombreuses analyses portant sur la vie culturelle et l'animation en régions au Québec et en France sont parues depuis quelques années. Elles font ressortir une série d'enjeux dont plusieurs sont de taille. Nous dégageons ces enjeux centraux avant de commenter une enquête exploratoire sur le travail des animateurs en régions au Québec réalisée auprès d'une trentaine de diplômés d'ARC au cours de l'été 2007. Nous complétons cette introduction en présentant les deux conférencières qui nous ont soumis un article ainsi que les textes de référence qui nous ont paru pertinents d'intégrer dans ces cahiers.

#### ***Le financement: une problématique qui ne date pas d'hier!***

L'animation culturelle en région présente plusieurs défis pour les intervenants y oeuvrant. Dès le départ, la question du financement prend une place considérable, étant donné la quasi-absence de moyens financiers des organismes. Comme beaucoup d'entre eux survivent grâce aux subventions accordées par le gouvernement, lesquelles tendent à devenir de moins en moins récurrentes et surtout octroyées par projet, beaucoup d'organismes doivent se tourner vers le secteur privé et l'autofinancement pour répondre à leurs besoins. Bien qu'elles exigent beaucoup de ressources et d'énergies, et que leur résultat soit incertain, ces démarches présentent l'avantage de libérer les organismes du joug gouvernemental et des priorités ministérielles. Ils peuvent alors s'attarder plus en profondeur à

<sup>1</sup> Jean-Marie Lafortune est professeur au Département de communication sociale et publique de l'UQAM; Sara Amélie Bellavance est étudiante au baccalauréat en animation et recherche culturelles à l'UQAM.

leur propre mission. Il leur faut par ailleurs renforcer le réseautage auprès des acteurs locaux tels que les élus, les intervenants culturels et communautaires, sans oublier le milieu scolaire et celui des affaires. Comme tous font partie intégrante de la communauté, ils doivent se concerter pour parvenir ensemble à développer des partenariats et des services.

***Reconnaître le caractère unique des communautés locales pour voir à leur développement autonome***

Il faut savoir cibler les besoins du milieu et ses ressources pour qu'ensuite il réponde par lui-même, de façon originale, à ses aspirations. Comme chaque communauté locale détient des ressources différentes, tant au niveau des ressources humaines, des infrastructures que du financement, il s'agit de bien coordonner les interventions possibles dans un contexte précis. C'est par la mise en commun de l'ensemble des ressources que les acteurs politiques, culturels, scolaires et privés y parviendront. Lorsque tous participent à la solution, sa mise en application est simplifiée, chacun se sentant interpellé par la nécessité d'agir.

***La mobilisation de la population: l'importance du sentiment d'appartenance***

Comme la mobilisation de la population reste un défi constant pour l'intervenant culturel, ce dernier doit miser sur le développement du sentiment d'appartenance et d'identification des citoyens afin de la stimuler. Le phénomène d'exode des jeunes vers les grands centres, qui frappe de plein fouet les régions, s'ajoute aux difficultés. Que ce soit pour les études ou le travail, la jeunesse régionale a tendance à partir s'installer vers les grands centres. Certains reviendront, mais la majorité aura trouvé une terre d'accueil à la hauteur de leurs attentes.

***La technologie: une alliée dans la mise en réseau des organismes culturels régionaux***

Se situant à une époque où l'ouverture sur le monde représente une étape à franchir, les organismes et les entreprises en régions peuvent

maintenant compter sur des technologies facilitant le contact et la mise en réseau avec d'autres régions du Québec aussi bien que partout sur la planète. En outre, les nouvelles technologies numériques permettent d'écourter la durée de production d'outils artistiques.

***Ressources humaines: une pieuvre ne peut faire mieux!***

Comme on s'en doute, les intervenants culturels travaillant en région doivent faire preuve d'une grande polyvalence et employer le «système D» (débrouillardise). Dans un contexte où s'ajoute au manque de moyens financiers l'insuffisance des ressources humaines, l'agent culturel occupe souvent plusieurs rôles au sein d'une même organisation. Si certains animateurs souhaitent parfaire leur formation, ils se butent encore là à la problématique financière: ça prend des sous pour former les intervenants, à moins que ces derniers ne le fassent à leurs frais. L'obtention d'un baccalauréat ou de tout diplôme justifiant une meilleure rémunération peut jouer contre les animateurs, puisque certains organismes, par souci d'économie, préfèrent embaucher des titulaires d'un diplôme d'études collégiales.

***Le tourisme: un secteur économique important pour les régions***

Les territoires québécois regorgent de paysages et d'histoires pouvant en épater plus d'un. Se basant sur la singularité de leur patrimoine, de nombreuses régions développent une offre touristique qui leur est unique et qui dynamise, pendant la saison estivale, leur milieu. Que ce soit pour des activités sportives ou culturelles, les visiteurs de passage dans une communauté dépensent aussi pour leur hébergement et leur nourriture, sans compter les souvenirs de vacances. On note ainsi que l'affluence du tourisme en région profite aussi aux grands centres, comme Montréal. C'est que le tourisme international pourrait privilégier une destination comme Montréal étant donné que celle-ci possède des attraits de réputation mondiale mais aussi des «territoires satellites» où ils peuvent découvrir une offre touristique unique, propre à une communauté locale.

## **2/ Aperçu de la situation des animateurs culturels en régions**

**A** la suite d'une petite enquête menée auprès de diplômés des programmes d'animation et recherche culturelles au cours de l'été 2007, nous vous offrons un aperçu de la situation des animateurs culturels en régions au Québec. Nous débutons par un compte-rendu des résultats généraux. S'en suivra une présentation des données selon la typologie des quatre types de territoire: 1/ les grands centres urbains; 2/ les banlieues de ces centres; 3/ les villes éloignées mais intégrées à des réseaux urbains; et 4/ les villes éloignées hors réseaux urbains.

Des 30 répondants à notre questionnaire, 24 sont titulaires du baccalauréat tandis que les six autres détiennent un certificat en animation et recherche culturelles. Leur moyenne d'âge est de 25 ans. Onze d'entre eux ont gradué en 2005. Les deux tiers de ces effectifs sont des femmes.

### ***Formation complémentaire***

Maints répondants ont entrepris ou souhaitent entreprendre des études complémentaires à leur diplôme en ARC. Le programme d'études qui les attire le plus est le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en gestion d'organisation culturelle. Le baccalauréat et la maîtrise en travail social en intéressent plusieurs, de même que le certificat en communication. Deux répondants ont poursuivi des études de deuxième cycle, tandis que quatre autres envisagent un pareil cheminement. Un seul diplômé de notre échantillon ambitionne de compléter une formation doctorale. On constate ainsi un profond désir de perfectionnement chez les diplômés en ARC qui considèrent qu'une formation complémentaire est un atout pour tout intervenant culturel.

### ***Statut d'emploi***

Quelques 60% des répondants occupent un poste permanent régulier à temps plein, alors que 40% travaillent comme contractuels ou occupent un emploi à temps partiel. Trois répondants ont démarré leur entreprise et se considèrent comme des travailleurs autonomes.

### ***Régions de travail***

Près de la moitié des répondants exercent leur profession dans la région de Montréal, 16% en Montérégie, près de 7% en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine de même qu'un autre 7% en Abitibi-Témiscamingue. Les régions du Bas-Saint-Laurent, du Centre-du-Québec, de l'Estrie, de Lanaudière, des Laurentides, de Laval et du Saguenay-Lac-St-Jean accueilleraient chacune 3% des répondants.

Lorsque l'on se tourne du côté des territoires de provenance des répondants, on remarque que la moitié d'entre eux sont retournés dans leur région d'origine et souhaitent y faire carrière. Parmi les autres répondants, les trois quarts s'en sont éloignés et désirent maintenant s'établir dans leur nouvel environnement.

### ***Moyens utilisés pour obtenir un emploi***

En ce qui concerne les moyens employés pour l'obtention de leur emploi actuel, la majorité des répondants a fait appel à des contacts et souligne l'importance de développer son réseau. Les autres moyens utilisés sont l'envoi de c.v., le recours aux annonces classées des journaux locaux et des babillards, la fréquentation des bureaux d'Emploi Québec et des services de Placement Québec. Notons que certains se sont vus offrir un poste dans leur milieu de stage.

### ***Revenus d'emploi***

Considérant sans doute cette information comme hautement personnelle, peu de répondants ont répondu à la question portant sur les revenus d'emploi. Nos résultats partiels démontrent des écarts importants puisque le taux horaire mentionné varie de 10\$ à 68\$ de l'heure, pour des emplois, il faut le dire, très disparates. Bien qu'ils soient pour la plupart en début de carrière, un nombre surprenant de nouveaux diplômés sont en charge de la coordination dans le cadre de divers projets et événements. Soulignons également que trois d'entre eux ont eux-mêmes créé leur emploi en démarrant leur propre entreprise en organisation d'événements, en promotion des arts contemporains ainsi qu'en production cinématographique.

### **Défis de l'animation en régions**

Le premier défi rencontré par les diplômés relève du manque de reconnaissance de la formation en ARC, les programmes étant peu connus des employeurs. Par ailleurs, quelques répondants ont cité la difficulté à mobiliser les ressources nécessaires pour mener à bien leur plan d'action. Ils conseillent aux animateurs souhaitant œuvrer en région de bien connaître le milieu qu'ils tentent d'intégrer et d'y créer des contacts avec tous les acteurs gravitant autour de la sphère culturelle. Tous les incitent toutefois à tenter l'expérience et disent d'une même voix: osez!

### **Situation dans les grands centres urbains**

Dans les grands centres urbains, 43% des 14 répondants occupent un emploi permanent à plein temps et 14% un emploi permanent à temps partiel, 29% sont des contractuels et les autres 14% sont des travailleurs autonomes. Les postes occupés varient beaucoup, allant d'intervenant dans une maison des jeunes à directeur d'organisme à but non lucratif, en passant par assistant de recherche et coordonnateur aux événements. Bien que tous les diplômés concernés soient actuellement établis dans la région de Montréal, dix parmi eux sont originaires de l'extérieur de la région. Quant aux méthodes utilisées pour l'embauche, la majorité a bien sûr su user de ses contacts. En ce qui a trait au salaire, le taux horaire pour ce groupe se situe entre 10\$ et 50\$ de l'heure, écart reflétant la diversité des fonctions assumées et des milieux d'embauche. Pour près du tiers des répondants, cet emploi était leur premier depuis l'obtention de leur diplôme. Aux yeux de ses animateurs montréalais, les défis rencontrés par l'animateur culturel en dehors des grands centres urbains concernent les faibles moyens mis à la disposition pour stimuler la vie culturelle. Ainsi que le résume un répondant: *«dans la région d'où je viens, la culture n'est pas très florissante et appartient aux initiés. Il n'y a pas d'effervescence et la population est difficilement mobilisable. De plus, les problèmes économiques font que le domaine de la culture est loin d'être une priorité»*. Dans ce cadre, la réussite d'une intervention réside surtout dans une connaissance approfondie de la région et dans les capacités de lever des fonds pour financer les activités.

### **Situation dans les banlieues de ces centres**

Chez les sept diplômés rejoignant exerçant leur profession dans les banlieues des centres urbains, on constate peu de velléité à poursuivre des études dans un programme de maîtrise et 71% d'entre eux n'envisagent comme formation complémentaire que des certificats. Ces animateurs proviennent des régions de Laval, des Laurentides et de la Montérégie. Près de 60% en sont originaires et comptent y demeurer, tandis que 28% de ceux qui n'en sont pas originaires désirent y rester. Le taux horaire de ces répondants varie entre 17\$ et 68\$ de l'heure, braguette de revenus supérieure à ce qu'on a trouvé dans les grands centres urbains. On souligne parmi les défis auxquels font face les animateurs en régions le manque d'habitudes culturelles des populations ainsi que le sous-financement des activités. Le principal conseil qu'ils adressent aux diplômés désirant s'établir en région se fonde sur la proactivité: *«proposez vos services partout, même dans les endroits où l'animation culturelle n'est pas mise de l'avant; on réussit toujours à convaincre les gens lorsqu'on prouve les bienfaits de l'animation»*.

### **Situation dans les villes éloignées en réseaux**

Notre enquête exploratoire ne nous a permis que de rejoindre trois diplômés embauchés dans les villes éloignées des grands centres mais tout de même rattachées à des réseaux urbains. Ils sont plus spécifiquement établis dans la région du Bas-St-Laurent, du Centre-du-Québec et du Saguenay-Lac-St-Jean. Le statut de l'emploi occupé est très variable puisque l'un des répondants travaille à temps plein sur une base saisonnière, un autre à temps partiel tandis que le dernier est un contractuel. Fait à noter, deux répondants sont techniciens en loisir, le troisième étant préposé à l'accueil. Cela se reflète dans les formations complémentaires qu'ils envisagent dans le domaine du loisir culturel. Ici comme ailleurs, ce sont les contacts qui ont conduit à l'embauche. Le taux horaire observé au sein de ce groupe se situe entre 11\$ et 20\$ de l'heure, ce qui témoigne d'une plus faible rémunération qu'ailleurs. Ces répondants considèrent que le principal défi à relever par les animateurs culturels en régions a trait à la mobilisation de la population autour de projets socioculturels.

Afin de bien réussir son intégration dans une localité ou une région éloignée, on conseille aux diplômés de se trouver un poste, et non simplement un contrat, avant le départ pour le milieu choisi et de connaître au mieux les acteurs en place, tant au niveau scolaire, communautaire, culturel que politique et médiatique. En un mot: «soyez patients et faites-vous connaître!».

***Situation dans les villes éloignées hors réseaux***

Les sept répondants de ce dernier groupe proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue, de l'Estrie, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de Lanaudière et de la Montérégie. La formation complémentaire à leur baccalauréat en ARC qui les attire le plus se situe dans le domaine touristique. La moitié d'entre eux occupent un emploi permanent dont le taux horaire oscille

entre 11,50\$ à 40\$ de l'heure, ce qui les place un peu sous la moyenne de notre échantillon. À près de 60%, ces personnes sont originaires du milieu où ils travaillent et désirent y rester. Tous les moyens semblent bons pour dénicher un emploi: l'envoi de c.v., la fréquentation de Placement Québec, le recours à des contacts et le démarrage d'entreprise. Du point de vue des défis rencontrés par les animateurs culturels dans ce type de localité, l'intégration dans le milieu peut poser problème, de même que l'acquisition d'une certaine sécurité d'emploi. De plus, on mentionne qu'il est primordial de faire valoir les compétences, la polyvalence et l'utilité de l'animateur culturel, ce qui revient encore une fois à la reconnaissance de la formation en ARC. En outre, dans la mesure où les villes éloignées situées hors des réseaux urbains sont en plein développement culturel, il reste beaucoup de «terres à défricher».

**PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES RÉPONDANTS**

Territoire et répondants	Titres des postes occupés	Taux-horaire	Formations complémentaires
Grands centres urbains  14	Responsable du service d'animation et loisirs, intervenante à l'accueil, coordonnateur de projets, coordonnateur aux loisirs, intervenant communautaire et scolaire, technicien en loisir, assistant de recherche, coordonnateur aux événements, directeur des communications, formateur d'ateliers d'écriture, intervenant dans une maison de jeunes, producteur et réalisateur de cinéma, responsable d'un centre sportif et directeur d'un OBNL.	10\$-50\$	Certificat en arts plastiques, DESS en gestion d'organismes culturels, maîtrises en relations internationales, en travail social et en sociologie (concentration en études féministes), maîtrise prochaine en animation et recherche culturelles et doctorat en sciences sociales.
Banlieues des grands centres urbains  7	Coordonnateur d'événements spéciaux et de recherche de commandites, coordonnateur de la Fête nationale et chargé de projet, marionnettiste et coordonnateur du projet Théâtre à l'école, agent de programme, directeur adjoint d'une Auberge du cœur, responsable des chœurs et famille d'accueil et adjoint aux activités de diffusion.	17\$-68\$	DESS en théâtre contemporain de marionnettes.
Villes éloignées en réseau urbain  3	Technicien en loisir, préposé à l'accueil et technicien en loisir.	11\$-20\$	DEC en loisir.
Villes éloignées hors réseau  6	Animateur de communautés virtuelles, délégué en marketing, coordonnateur, animateur rural, directeur général d'une entreprise.	11\$-50\$	DESS en formation à distance, perfectionnement en anglais et en espagnol, baccalauréat et maîtrise en travail social.



### **3/Présentation des articles des conférencières et des textes de référence**

**V**ous trouverez dans la section qui suit une courte présentation des conférencières invitées au forum-causerie, puis de textes d'auteurs du Québec et de la France ayant abordé la problématique territoriale de l'animation. Soulignons au passage que notre conférencier d'ouverture, Claude Edgar Dalphond, analyse au ministère de la Culture et des Communications et premier conférencier de la journée, a réalisé en 2005 des portraits statistiques régionaux détaillés que l'on peut consulter sur le site du ministère: [www.mcc.gouv.qc.ca](http://www.mcc.gouv.qc.ca). Les textes complets des conférences soumises pour publication et des textes de référence suivent cette présentation.

#### ***Présentation des conférencières***

Cinéaste, scénariste, romancière et productrice, Manon Barbeau s'est illustrée sur plusieurs scènes. Elle signait en 2001 avec *Alain: artiste-démolisseur* un sixième documentaire produit par l'Office national du film du Canada. Elle avait déjà réalisé notamment *Barbeau, libre comme l'art* (2000), un portrait chaleureux de son père, le peintre et sculpteur Marcel Barbeau, co-signataire du Refus global, *L'armée de l'ombre* (1999), portant sur le phénomène des squeegees et des jeunes de la rue, *Les Enfants du Refus global*, le document-choc qui l'a mieux fait connaître en 1998 en jetant un éclairage inédit sur le mouvement artistique qui a donné naissance au Québec moderne.

En tant que scénariste, elle a travaillé pendant près de 20 ans pour la télévision, à l'émission *Le Marché du couple* et la série *Tristan et Juliette ou l'amour en l'an 2000* diffusée à Radio-Canada, sans compter les quelque 200 émissions de la série *Le Club des cent watts*, diffusée à Radio-Québec, qui lui a valu cinq prix Gémeaux. Elle a d'autre part été scénariste-conseil, entre autres auprès des *Productions du Lundi Matin* et de *Parlimage*, et donné plusieurs ateliers de scénarisation, notamment à l'Institut national du cinéma et à l'École internationale de Bordeaux.

La romancière a publié chez Boréal le roman à succès *Merlyne* (1991), dont elle prépare une adaptation cinématographique tout en terminant un deuxième roman, à paraître prochainement. Enfin, comme productrice, elle démarre et dirige les projets *Vidéo Paradiso* et *Wapikoni mobile*,

soit des studios ambulants de créations vidéo et musicales pour les jeunes des centre-villes et des communautés autochtones.

Étudiante au baccalauréat en ARC, Emmanuelle Sirois nous propose un regard critique sur l'état des arts visuels en régions au Québec. Elle débute son texte en retraçant les origines de la pratique et de la reconnaissance de ces formes d'art entre 1870 et 1970. Elle relate ensuite l'avènement des politiques culturelles, en soulignant la difficile adéquation entre les interventions fédérales et provinciales. Elle insiste également sur l'engagement croissant des municipalités dans leur développement culturel. Malgré tous leurs efforts, la concurrence de Montréal reste vive et sans un investissement massif de la part des pouvoirs publics, la démocratisation dans le domaine des arts visuels ne pourra s'accroître en régions.

#### ***Présentation des textes de référence***

Dans un texte essentiel intitulé *Les équipements culturels et la pratique culturelle dans la ville québécoise*, Brigitte Ricard et Rosaire Garon estiment que l'offre culturelle dispensée par la ville conduit ses habitants à adopter certains comportements. Au Québec, on constate que ce ne sont pas toutes les populations qui répondent de façon similaire à la consommation de l'offre culturelle, certaines présentant une plus grande participation. En ce sens, les auteurs tentent de comprendre ce qui influence la variabilité des pratiques culturelles en milieu urbain.

Martin Robitaille se penche dans son article ayant pour titre *La transformation des métiers du développement territorial au Québec* sur les acteurs à la base du développement local. Afin de bien comprendre le cheminement suivi par ces agents de développement, l'auteur débute en présentant l'évolution des politiques publiques en cette matière au Québec. Étant donné l'évolution et la transformation de ce corps de métier, il apparaît pertinent d'en dresser le portrait à l'aide de données recueillies auprès des agents eux-mêmes. L'auteur s'acquitte de cette tâche en présentant ses résultats sous trois dimensions reliées à la pratique de l'agent, soit le territoire, l'organisation au sein de laquelle il évolue et le travail à réaliser.

L'auteur de *La mouvance contemporaine des territoires: la logique spatiale de l'économie au*

Québec, Marc-Urbain Proulx, présente la formation progressive au Québec de quatre catégories de zones économiques spécialisées. À ses yeux, la distinction entre urbanité et ruralité tend à s'effacer pour laisser place à de nouveaux sous-systèmes urbains, ces derniers étant la plupart du temps dessinés par les activités socio-économiques spécifiques à ces milieux. La trame principale de ce texte est d'illustrer les nouvelles formes territoriales émergentes dans le contexte contemporain. Pour ce faire, un survol des pratiques existantes est nécessaire afin de constater l'émergence des nouveaux modèles. Dans le but d'étayer ses propos, l'auteur présente des statistiques ainsi que les résultats d'une enquête. Cette démarche permettra d'abord de présenter ce qui semble être les nouvelles formes territoriales issues des anciennes, puis de faire une ébauche des dynamiques qui animent les territoires du Québec.

Élizabeth Auclair déploie un argumentaire fort différent dans son texte *Le développement culturel comme outil de promotion d'une identité territoriale*. Comme il arrive de plus en plus aux territoires que leur découpage administratif et politique ne concorde plus avec celui de la vie économique et sociale, il apparaît important pour la cohésion territoriale de rallier l'ensemble des initiatives sous un même chef et c'est à la culture que revient ce rôle. Pour insuffler une identité propre à un territoire, on doit pouvoir développer un projet répondant aux politiques publiques mises en place et faire collaborer les acteurs du milieu, tant au niveau culturel, politique qu'économique. De nos jours, il est clair que certaines évolutions poussent nos perceptions de l'espace et de la proximité à se modifier, à commencer par le développement de la mobilité des individus, la croissance urbaine, et ses effets sur le développement en périphérie, ainsi que l'évolution des technologies de communication. Cela conduit «à un double mouvement: une extension des espaces de vie et la disparition de certaines frontières, avec une ouverture plus grande sur le monde, mais en même temps, un attachement de plus en plus marqué au territoire, [...] avec une recherche de repères forts, voire de retour aux sources» (Auclair, 2003: 99). C'est ainsi que le développement culturel permet tant la promotion d'une identité héritée, liée au patrimoine, que la création d'une nouvelle identité fondée sur l'ouverture aux autres cultures et à la modernité, ce qui en fait un vecteur d'enracinement aussi bien que de dynamisme.

Dans *Les cités régionales: assises du tourisme et constituantes de l'identité culturelle*, Lucie Morriset présente à l'aide de nombreux exemples l'ancrage de l'offre touristique des cités régionales, c'est-à-dire le paysage et l'histoire uniques des lieux. Contrairement aux cités régionales, qui axent leur dynamisme culturel sur cette singularité, on constate que les métropoles proposent aux visiteurs des activités de calibre international plus ou moins interchangeables. Ainsi, une métropole comme Montréal gagnera au développement culturel et touristique des villes comme Chicoutimi ou Sherbrooke. Bien qu'elle présente presque toujours les mêmes attraits que les autres métropoles internationales, la vigueur culturelle des cités régionales qui l'entourent fera en sorte que les touristes y trouveront une offre culturelle distinctive. Comme le tourisme est une des activités économiques des plus florissantes, il convient de revoir les politiques de développement culturel pour en tirer le meilleur parti. Le gage de succès réside alors dans la mise en valeur des particularités des cités régionales, qui d'un point de vue culturel, ne se résument pas à n'être que des satellites de Montréal. Elles disposent déjà d'une identité, de paysages et d'une histoire qui constituent d'emblée une grande richesse.

Privilégiant l'axe d'analyse du loisir, Michel De la Durantaye présente dans son texte *La communauté locale* une définition de ce qu'est une dynamique territoriale de base dans le contexte actuel. Naissant d'un sentiment d'appartenance et d'identification, les individus s'attachent et s'enracinent, à divers degrés, à leur communauté dans l'espoir d'y trouver un sentiment de sécurité. Il apparaît aussi clairement que les besoins et les ressources ne sont pas identiques pour tous, et ce, même à l'intérieur d'une communauté. Cela aura un impact considérable sur l'offre du loisir public.

À partir d'exemples concrets, Bernard Cherubini nous livre, dans son texte *Localisme, territoires et dynamiques identitaires*, une définition de ces réalités. Dans un contexte de globalisation, l'auteur considère le nationalisme actuel comme étant un phénomène normal de la construction d'une identité et non comme une destruction, l'évolution identitaire étant toujours constituée de restructurations. En outre, le nationalisme moderne «n'est qu'une élaboration du localisme traditionnel qui situe la politique de la reconnaissance au niveau des nations» (Cherubini, 1998:77).

## HISTORIQUE ET RÉALISATIONS DU WAPIKONI MOBILE EN BREF

La plus vaste collection de courts-métrages autochtones  
d'expression française existante !

Par Manon BARBEAU

Le projet Wapikoni mobile a pris naissance à Wemotaci en 2000 alors que la cinéaste Manon Barbeau travaillait en collaboration avec un groupe de jeunes Atikamekws à l'écriture du scénario *La fin du Mépris* ou *Le Septième Feu*. Sa plus fidèle collaboratrice était alors une jeune fille de 20 ans, Wapikoni Awashish. Impliquée au Conseil des jeunes de Wemotaci, Wapikoni, travaillait au développement de plusieurs projets pour sa communauté. Alors qu'il y avait beaucoup de détresse chez les jeunes autour d'elle, elle incarnait la santé, la force, l'espoir et constituait un modèle positif pour sa génération. Malheureusement, en juillet 2002, Wapikoni trouvait la mort dans un accident alors que sa voiture heurtait un camion forestier sur la route 25.

C'est pour honorer sa mémoire et pour venir en aide aux jeunes de son âge que le Wapikoni mobile a été créé. Équipé de matériel technique de pointe, le Wapikoni mobile est un studio ambulant de création audiovisuelle et musicale qui permet aux jeunes autochtones de 15 à 30 ans d'apprendre à réaliser des films sur des sujets de leur choix et d'enregistrer leur musique. Le Conseil de bande de Wemotaci, l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador et l'Office National du Film du Canada ont été les premiers à donner leur appui au projet. Différents programmes gouvernementaux de tous les paliers soutiennent depuis le Wapikoni.

Après quatre ans d'activités, le Wapikoni connaît maintenant un rayonnement international. Les films réalisés par les jeunes créateurs autochtones ont été vus au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Afrique où ils ont remporté de nombreux prix. Lors de ces présentations, les jeunes réalisateurs ont pris la parole avec fierté au nom de leur peuple. Devant un public attentif et respectueux, ils sont devenus des ambassadeurs de la cause autochtone.

Des studios permanents sont maintenant en voie d'installation dans les communautés innues, algonquines et atikamekws. À ce jour, les réalisations du Wapikoni sont éloquentes:

- **600 jeunes** de communautés du Québec (Pikogan, Lac Simon et Kitcisakik en Abitibi, Wemotaci et Opticivan en Mauricie, Manawan dans Lanaudière, Mashteuiatsh au Saguenay, Maliotenam-Uashat sur la Côte Nord) formés en technologie numérique dans le studio mobile Wapikoni depuis sa création en 2004.
- **140 courts métrages** réalisés par ces jeunes autochtones.
- **15 prix** décernés aux films du Wapikoni depuis sa création.
- **Le prix Télédiversité**, remis par les chaînes de télévision privées de langue française, a été décerné en 2006 au Wapikoni mobile pour sa contribution remarquable au développement des groupes minoritaires et ethnoculturels dans les médias.
- Pas moins de **100 créations musicales** enregistrées dans le studio de son du Wapikoni.
- **49 projections** des œuvres réalisées devant public durant la seule année 2005.
- **85 événements de diffusion** dans des festivals, colloques ou autres événements spéciaux depuis le début du projet. Outre les projections dans les communautés elles-mêmes, les films ont été présentés dans plusieurs villes du Québec lors d'événements internationaux, à Toronto, à Vancouver, à New York et dans quelques festivals en France, à Sienne (Italie) ainsi qu'au Burkina Faso (Afrique).
- **Un premier studio permanent** à Wemotaci pris en charge en janvier 2005 par sept jeunes autochtones formés dans le studio Wapikoni.
- La création de **deux studios permanents** annoncés officiellement par les chefs des communautés de Kitcisakik et de Mashteuiatsh à l'été 2006. Les premiers contrats rémunérés pour ces studios au cours de la même année. Encore une fois, de jeunes autochtones formés dans le Wapikoni en assumeront la responsabilité.

**REGARD CRITIQUE SUR LES ARTS  
VISUELS EN RÉGIONS: DÉMOCRATISÉS?**

Par Emmanuelle SIROIS

**E**n tant qu'animatrice culturelle en devenir, je me dois de lever le voile sur les rouages de l'organisation de la culture au Québec. Montréal, Chibougamau? Montréal, Sainte-Marie-de-Salomé? Les réalités sont différentes. Comment cela se traduit-il dans le domaine des arts visuels? Et quand est-il des artistes?

Est proposé dans cet article un regard critique sur les arts visuels en régions. Dans un premier temps, sont exposées l'origine et la nature des politiques culturelles au Québec puis, dans un deuxième temps, est analysé l'état des arts visuels en région.

**Prémices des arts visuels au Québec  
(1870-1970)**

Bien que se soit autour de 1870 que commence à se noyauter à Montréal les groupes d'artistes, ce n'est qu'en 1915 que se développe la modernité culturelle et qu'apparaissent les apologistes de «l'art pour l'art». Ensuite, se construisent les Écoles des Beaux-Arts de Montréal (1920) et de Québec (1922), ce qui permet à de jeunes artistes en quête de formation d'éviter l'exil. Viennent les années quarante et l'apport cubiste et surréaliste des œuvres d'Alfred Pellán, rentré au bercail au sortir d'une baignade dans les eaux chaudes et créatrices du milieu de l'art européen. Et puis survient le point de rupture. Arrivent le *Refus global* et les *Projections libérantes*: «Place à la magie! Place aux mystères objectifs! Place à l'amour! Place aux nécessités! Au refus global nous opposons la responsabilité entière».<sup>2</sup>

Plusieurs événements jalonnent les années 1960, notamment l'Expo 67, l'inauguration du Musée d'art contemporain ainsi que la mise sur pied, en 1962, du ministère des Affaires culturelles. Les

années 1970 sont ensuite marquées par les expérimentations, tant dans le fond que dans la forme, par l'art parallèle, les performances, la dématérialisation de l'objet d'art, par le *Body Art* ou le *Land Art*. Bref, il s'agit de l'engendrement du *Refus global*, l'écho palpable d'une œuvre littéraire qui résonne dans la réalité d'un temps plus éloigné. Ainsi, c'est sous le signe de la multidisciplinarité, des happenings et des installations qu'évolue le domaine des arts visuels, tant au Québec qu'à l'international. Enfin, les artistes québécois se taillent une place dans le monde!

**Et les politiques culturelles furent!**

Afin de bien comprendre le développement de l'art en région, retraçons brièvement l'évolution des politiques culturelles au Québec. Certes, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, un marché se développe, un milieu s'organise. Toutefois, il faut attendre la création du Conseil des Arts du Canada, en 1957, pour que des politiques culturelles et l'aide de l'État voient le jour. «À l'ère de la Révolution tranquille, la croissance de l'État, la multiplication des mouvements sociaux, la réforme de l'éducation ainsi que l'instauration de nouveaux établissements d'enseignement et d'infrastructures culturelles et artistiques vont contribuer à la révolution culturelle et favoriser l'intellectualisation des artistes».<sup>3</sup> Un constat s'impose: il existe une corrélation entre l'aide publique et l'effervescence du milieu des arts.

À propos des initiatives fédérales et provinciales, Guy Bellavance avance ceci: «L'action croisée des deux niveaux de gouvernement et le climat politique au Québec vont contribuer, à partir des années 1960, à faire de la culture non seulement un objet d'administration publique à part entière, mais un véritable enjeu politique. Aiguillonnés par la question linguistique, les deux niveaux de gouvernement sont ainsi amenés à intervenir beaucoup plus directement dans le champ culturel et bientôt à s'y confronter».<sup>4</sup> S'il est vrai que les politiques culturelles de ces deux

<sup>3</sup> p. 10.

<sup>4</sup> Bellavance, Guy. *Politiques culturelles au Québec*, dans l'Encyclopédie canadienne accessible sur le site: <http://thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1SEC861021>.

<sup>2</sup> Borduas, Émile, *Refus Global*, Bibliothèque électronique du Québec, Vol. 93, version 1.0, avril 2001, p. 9.

paliers de gouvernement se soient développées à travers une certaine rivalité, elles se retrouvent aujourd'hui complémentaires.

Une dynamique s'installe vers la fin des années 1960. En effet, les artistes s'associent alors par discipline pour se regrouper autour d'instances représentatives.<sup>5</sup> En 1973, ces organismes mettent sur pied les *États généraux de la culture* et présentent au gouvernement une série de requêtes. On revendique des programmes de soutien et la reconnaissance du statut de l'artiste. On demande que 1% du budget soit alloué aux arts. Toutefois, la plupart des gains sont récoltés quelques années plus tard, dont la Politique culturelle du Québec. Cette première politique culturelle, ainsi que toutes les autres qui lui ont succédé jusqu'à la celle présentée en 1992 par Liza Frulla-Hébert démontre l'intérêt réitéré pour la culture et les arts au sein de la société et le rôle politique qu'on leur accorde en ce qui a trait aux préoccupations d'ordre identitaire.

On entame alors, au début des années 1990, une refonte du paysage politique québécois quant aux arts et à la culture. Le ministère des Affaires culturelles (MAC), devenu ministère de la Culture et des Communications (MCC), contribue à la création de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).

### **Politiques culturelles et région**

Principalement, deux facteurs stimulent l'activité culturelle en arts visuels dans les régions. Il s'agit d'abord de la Politique d'intégration des arts à l'architecture entrée en vigueur en 1981. Elle consiste à réserver un pourcentage de budget de construction ou d'agrandissement d'un édifice public, ou parapublic, à la réalisation d'une œuvre d'art. Il est à noter qu'environ 2500 œuvres ont été réalisées dans ce contexte dont 75% sont situées en dehors des deux plus grands centres urbains québécois. Ainsi, cela permet aux populations régionales d'être davantage en contact avec ce type d'œuvre d'action culturelle.

---

<sup>5</sup> Guilde graphique, Association des sculpteurs du Québec (ASQ), Société des artistes professionnels (SAPQ), des conseils de la peinture, des arts textiles et des arts technologiques.

Il s'agit ensuite des politiques culturelles locales dont se sont dotées certaines municipalités. En complémentarité avec les mesures gouvernementales provinciales et fédérales, cela peut avoir comme résultante de stimuler la présence des arts visuels dans des villes autres que Montréal.

### **Arts visuels en région**

Afin de bien saisir le niveau d'activité engendré par les arts visuels dans un milieu donné, il est important de discerner deux axes d'analyse, l'axe de création et l'axe de diffusion.

L'axe de création oriente les interrogations vers des enjeux de la production d'œuvres. Comme le confirme l'étude *L'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles*<sup>6</sup>, Montréal est bien la ville canadienne qui présente «la proportion la plus élevée de travailleurs culturels et la population active culturelle la plus diversifiée». Comment, du point de vue des régions, ne pas être intimidé par cette vigueur et souhaiter la décentralisation de l'activité culturelle? Le contexte particulier de Montréal et sa vie culturelle particulièrement bouillonnante ont pour effet d'accentuer le déséquilibre entre la métropole et les autres régions. Par ailleurs, bien que le secteur des arts visuels soit au CALQ celui dont les bénéficiaires sont les mieux répartis sur l'ensemble de la province, un clivage important demeure entre la réalité urbaine et la réalité régionale. En effet, 60% de l'aide financière octroyée par le CALQ, en 2004-2005, aux créateurs en arts visuels a été injectée dans la métropole. Quant aux artistes établis en région, ils n'ont obtenu que 32% du gâteau, 17% étant allouée à la Capitale nationale (Les arts visuels au Québec, État de situation, 2006). Pourtant, il n'y a que 50% des créateurs en arts visuels qui habitent Montréal et non 60%. On ne peut affirmer que la répartition de l'aide financière peut être davantage représentative des données démographiques de l'ensemble de la population, car les Montréalais ne représentent environ que 44% de la population québécoise (Statistique Canada, recensement 2006). Que conclure?

---

<sup>6</sup> Le document est sur le site de Statistique Canada: <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/070910/q070910c.htm>.

En ce qui a trait à l'axe de diffusion, il s'agit de se pencher sur les lieux de diffusion des arts visuels et de réfléchir aux différents niveaux d'accessibilité de ces lieux.

Est-ce que la répartition des institutions muséales sur l'ensemble du territoire québécois est enthousiasmante du point de vue de l'animation culturelle, dont les principes de démocratisation constituent les assises? Nous ne serions être réellement enthousiasmés. Les galeries d'art se développent dans les zones urbaines dont l'activité économique est élevée. Il est vrai que les institutions muséales comportent les musées ainsi que les centres d'exposition. Ces derniers, dont le support est étatique, ont d'ailleurs été créés afin d'augmenter la circulation des œuvres en art contemporain. Cela permet aux populations des régions d'avoir accès à une plus grande variété d'œuvres. Mais il n'existe que 18 centres d'exposition soutenus par le Ministère, ce qui semble être insuffisant, à ce qui se dégage de l'Étude *La pratique culturelle au Québec* (2004). En effet, comme on peut le constater dans le *Tableau 113 - Facilité d'accès à un musée ou à un centre d'exposition à partir du domicile, Québec, 2004*, 63,5% des Montréalais affirment que «Oui» comparativement à 20,5% pour les résidents du Nord-du-Québec.

De plus, si on considère le *Tableau 109 - Distance comme empêchement de fréquenter les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition, Québec, 2004*, qui rend compte de la réponse à l'affirmation «La distance qui me sépare de ces établissements m'empêche de les fréquenter», 23,9% des Montréalais ont répondu «d'accord» ou «tout à fait d'accord» comparativement à 71,1% pour les résidents du Nord-du-Québec. La perception que les citoyens se font de l'accessibilité aux activités et aux équipements culturels est révélatrice d'une situation objectivement asymétrique.

### **Réinvestir, la solution?**

Les arts visuels sont donc moins «accessibles» à la population des régions qu'à celle de Montréal et l'activité entourant le processus créatif l'est également. Le 24 mai dernier, la ministre des finances, Monique Jérôme-Forget, a déclaré à propos de son budget 2007-2008 que «le

gouvernement Charest accorde [de l'importance] à la présence accrue de la culture en région.»<sup>7</sup> De plus, le Plan stratégique 2005-2008 du MCC ainsi que celui du CALQ proposent des mesures pour améliorer la diffusion de la culture sur l'ensemble du territoire et reconnaissent la nécessité de démocratiser la culture. Toutefois, de la parole aux actes, existe-t-il une cohérence? Le Mouvement pour les arts et les lettres (MAL) en doute.

Devrait-on voir plus loin que la simple allocation de ressources par habitant? C'est du moins l'avis de Claude Edgar Dalphond qui, dans son *Bilan des portraits statistiques régionaux*, affirme qu'il faut penser le développement culturel «en fonction du territoire et, partant de la contribution des régions au développement et au rayonnement de la culture québécoise.»<sup>8</sup> La diversité et la localité des cultures et des sous-cultures en déterminent, quelque part, la valeur.

Soit! Alors qu'on entende les revendications du MAL, qui demande un réinvestissement massif, qu'on valorise et appuie la décentralisation de la production artistique, qu'on soutienne davantage la diffusion de ces œuvres sur l'ensemble du territoire. Il faudra assumer les choix politiques et économiques que cela implique. En tant qu'animateur culturel, comment faire autrement? Plus qu'un *credo* vaporeux, nous devrions agir en appuyant le MAL et en augmentant la pression exercée sur le gouvernement. Pour ma part, je crois que sans changement politique profond, il est plus difficile d'envisager davantage de démocratisation des arts en régions.

---

<sup>7</sup> La ministre des finances, Monique Jérôme-Forget, a déposé son budget le 24 mai 2007 à l'Assemblée nationale.

<sup>8</sup> Dalphond, Claude Edgar, *Bilan des portraits statistiques régionaux*, Direction du lectorat, de la recherche et des politiques, ministère de la Culture et des Communications du Québec, 2007, p. 61 ([http://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/regions/Bilan\\_Portraits\\_statistiques\\_regionaux\\_2006.pdf](http://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/regions/Bilan_Portraits_statistiques_regionaux_2006.pdf)).